

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

REVUE
DE LA CONJONCTURE
ÉCONOMIQUE

AVRIL 2019



CONSEIL D'ANALYSES
ÉCONOMIQUES



INSTITUT TUNISIEN DE LA COMPÉTITIVITÉ
ET DES ÉTUDES QUANTITATIVES



CONSEIL NATIONAL
DE LA STATISTIQUE

Avec l'assistance de



giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Et

AFC

المستشارون الماليون العرب
ARAB FINANCIAL CONSULTANTS

GRUPE ATB

SNAPSHOTS









	<p>Amélioration du taux de couverture global pour les trois premiers mois de 2019 (74,9 contre 73,6 pour la même période de 2018) Détérioration du déficit commercial à 3 973 MD pour les trois premiers mois de 2019 contre 3 655 MD en mars 2018</p>	<p>74,9%</p>
	<p>Au mois de mars, le dinar s'est déprécié de 2,1% par rapport à l'euro depuis le début de l'année Le dinar s'est déprécié de 2,7% par rapport au dollar américain depuis le début de l'année</p>	<p>1€ = 3,456 DT 1\$ = 3,054 DT</p>
	<p>Les réserves de change en jours d'importations ont atteint 84 jours au mois de mars 2019 contre 79 jours au même mois de l'année précédente</p>	<p>84 jours</p>
	<p>Le volume global moyen mensuel du refinancement a atteint 16 387 MD au mois de mars 2019 contre 13 135 MD au même mois de 2018</p>	<p>16 387 MD</p>
	<p>Baisse des intentions d'investissement dans l'industrie pour les trois premiers mois de 2019 par rapport à la même période de 2018</p>	<p>-10,9%</p>
	<p>En mars 2019, le taux d'inflation baisse à 7,1% et l'inflation sous jacente se stabilise à 6,9%</p>	<p>+7,1% +6,9%</p>
	<p>En mars 2019, les taux longs se sont accrus de 174 points de base par rapport à mars 2018</p>	<p>BTA10 ans 9,62%</p>
	<p>Cours moyen du Brent du mois de mars 2019 en hausse de 2,3\$ par rapport au mois précédent</p>	<p>66,4\$</p>



Table des matières

I/ EDITORIAL	4
II/ TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE	7
II-1/ Croissance	8
II-2/ Commerce extérieur	10
II-3/ Recettes touristiques, revenus du travail & Change	11
II-4/ Investissement	12
II-5/ Inflation	13
II-6/ Financement de l'économie	14
II-7/ Marché financier	15
II-8/ Cours des matières premières	17
III/ FOCUS ECONOMIQUE	18



EDITORIAL

La croissance économique

Les services du FMI ont finalement révisé la croissance économique pour l'année 2019 qui devrait être de 2,7% au lieu de 3,1% annoncée il y a quelques mois. Bien que le niveau de croissance demeure consistant, un tel niveau est jugé insuffisant pour rétablir les déséquilibres macroéconomiques et encore moins pour inverser la courbe du chômage.

En ce début d'année, la production industrielle régresse et les intentions d'investissement reculent. En effet, la production industrielle tunisienne affiche une baisse de 3,5% en glissement annuel durant les deux premiers mois de l'année. Cette baisse est due essentiellement au recul de la production de nombreuses industries notamment dans le secteur d'extraction de produits énergétiques et de l'industrie agroalimentaire. De même, les intentions d'investissement ont nettement reculé durant le premier trimestre de l'année tant en nombre de projets (-5,8%) qu'en montant d'investissement (-10,7%).

La reprise du secteur du phosphate à la fin du mois de mars qui a affiché une hausse de 99,5% a permis la reprise de l'industrie chimique et surtout les exportations des produits phosphatés qui affichent une hausse de 75%. Au rythme actuel, la production du phosphate devrait atteindre quatre millions de tonnes à la fin de cette année.

A la fin du 1^{er} trimestre 2019, les investissements étrangers ont atteint 621 MD en progression de 9,8% par rapport au 1^{er} trimestre 2018. Au niveau des investissements directs étrangers (IDE), la part du secteur énergétique est restée aux alentours de 45%. Au niveau des industries, l'enve-

loppe a progressé de 46%, passant de 185 MD à 271 MD. Par contre, l'enveloppe des services a régressé de moitié.

En dépit des quelques éléments défavorables, la prometteuse saison touristique et la reprise de la production du phosphate devraient permettre à l'économie tunisienne de se maintenir sur un sentier de croissance autour de 2,5%.

L'inflation

Après un léger rebond au mois de février, l'inflation a légèrement décéléré pour atteindre 7,1% en mars. Cette légère baisse est essentiellement due au recul de l'inflation du groupe des produits alimentaires. Cependant, et malgré la stabilité du dinar, les biens à contenu d'importation assez importante maintiennent les prix à des niveaux élevés.

Les échanges extérieurs

Le bilan des échanges extérieurs de marchandises s'est encore soldé par un résultat négatif durant les trois premiers mois. Les exportations de marchandises en valeur ont progressé de 16,3% durant les trois premiers mois par rapport à l'année précédente. Les importations de marchandises ont bondi de 14,3%. Le déficit commercial, s'est ainsi creusé à hauteur de 4 milliards de dinars. Les exportations du phosphate ont compensé la baisse de celles du secteur agricole et de l'industrie agroalimentaire. Cependant, la situation énergétique demeure inquiétante et ne permet pas pour l'instant un redressement de la situation, d'autant plus que le prix du baril a repris son ascension.

EDITORIAL

Des perspectives incertaines imposent une relance vigoureuse

Nous observerons avec une grande prudence le rythme de la reprise économique. Il n'y a aucun doute que la croissance ne retrouvera pas rapidement ses rythmes antérieurs en l'absence d'une relance vigoureuse. Ainsi, faute d'un effort exceptionnel de relance, nous privilégions l'hypothèse de plusieurs risques qui pourraient conduire au report de cette reprise économique. Quoi qu'il en soit, et quels que soient ses facteurs déclenchants, les chocs économiques brutaux du début de cette décennie ont été économiquement et socialement coûteux.

Parmi les risques externes à prendre en considération par mesure de prudence figure une nouvelle hausse des cours pétroliers.

Du côté de la demande intérieure, la situation de la consommation et de l'investissement privé n'est pas encourageante. En effet, côté entreprise, le climat d'incertitude économique freine encore l'investissement. Du côté de la consommation privée, la situation demeure fragile. De plus, et sous l'angle monétaire et budgétaire, les marges de manœuvre sont réduites alors que des freins à la croissance demeurent.

L'enjeu pour la période future est de desserrer les marges pour se donner les moyens de l'impérative sauvegarde et relance des secteurs productifs.

Rédigé par Zouhair EL KADHI
Directeur général de l'ITCEQ

Principaux indicateurs

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
PIB réel en MD	71 046	72 808	74 804	77 231	79 934	83 212	86 623	90 175
PIB réel (variations en %)	2,0	2,5	2,7	3,2	3,5	4,1	4,1	4,1
Inflation (Variation en %)	5,3	7,3	7,5	5,6	4,4	4,3	4,2	4,0
Volume des importations des B&S (Variation en %)	2,8	0,0	0,1	0,2	2,0	2,8	2,8	2,8
Volume des exportations des B&S (Variation en %)	4,6	2,9	3,0	3,7	3,8	4,1	4,1	4,1
Déficit budgétaire (en % du PIB)	-5,6	-4,2	-3,4	-2,7	-2,0	-1,5	-0,7	-0,7
Dette publique (en % du PIB)	67,7	74,3	79,7	81,0	78,3	74,0	69,1	64,5
Compte courant (en % du PIB)	-10,2	-11,2	-10,1	-9,1	-8,2	-7,3	-6,4	-5,8



II– TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE

II-1 / CROISSANCE

SECTEUR DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

					A fin Février			
					2018	2019	Var (%)	
PRODUCTION								
Indice à la Production des Industries Manufact.	Indice				102	99	-3,6%	
					A fin Mars			
					2018	2019	Var (%)	
					Résultats annuels			
					Unité	Moy (06-10)	2018	TAAM (%)
INVESTISSEMENT DANS LE CADRE DU PMN								
Dossiers Approuvés	Nbr	249	210	-2,1%	-	49	-	
Investissements Approuvés (hors ITP*)	MD	488	503	0,4%	-	180	-	
Primes Accordés (hors ITP)	MD	66	68	0,4%	-	25	-	
					Résultats annuels			
					Unité	2010	2018	TAAM (%)
EXPORTATIONS INDUSTRIELLES								
Total des Industries Manufacturières	MD	19 366	36 995	8,4%	9 116	10 489	15,1%	
IME	MD	8 071	18 197	10,7%	4 425	5 240	18,4%	
ITH	MD	5 051	7 397	4,9%	1 877	2 151	14,6%	
IAA	MD	1 197	3 840	15,7%	1 173	909	-22,5%	

*ITP : Investissements technologiques à caractère prioritaire

A fin février 2019, l'indice à la production des Industries Manufacturières a perdu 3,6% par rapport à la même période de 2018.

SECTEUR DU PHOSPHATE ET DERIVES

					A fin Mars			
					2018	2019	Var (%)	
					Résultats annuels			
					Unité	2010	2018	TAAM (%)
PRODUCTION								
Phosphate Brut	KT	8 131	3 333	-10,5%	468	934	99,5%	
P2O5	KT	1 213	452	-11,6%	34	105	212%	
DAP	KT	1 277	333	-15,5%	28	88	220,6%	
TSP	KT	754	245	-13,1%	31	69	122,4%	
BALANCE COMMERCIALE DES MINES								
Exportations Minières	MD	2 158	1 374	-5,5%	234	411	75,9%	
Importations Minières	MD	701	1 038	5,0%	212	267	26,3%	
Solde	MD	1 457	335	-16,8%	22	144	555,7%	

A fin mars 2019, la production du phosphate brut a enregistré une hausse de 99,5% par rapport à la même période de l'année précédente atteignant les 934 KT contre 468 KT à fin mars 2018.

Pour les trois premiers mois de l'année 2019, les exportations minières ont progressé de 75,9% contre 26,3% pour les importations et ce, comparé aux trois premiers mois de 2018.

II-1 / CROISSANCE -Suite-

SECTEUR DE L'ENERGIE

	Unité	Résultats annuels			A fin Mars		
		2010	2018	TAAM (%)	2018	2019	Var (%)
I. PROSPECTION, EXPLORATION ET DEVELOPPEMENT							
Nombre total de permis attribués	Nbr	52	21	-10,7%	23	21	-8,7%
Nouvelles Découvertes	Nbr	6	0	-	0	0	-
II. BILAN D'ENERGIE PRIMAIRE							
RESSOURCES	KTep	7 753	4 650	-6,2%	1 313	1 074	-18,2%
<i>Pétrole Brut (y compris GPL champs)</i>		3 834	2 098	-7,3%	544	503	-7,5%
<i>Gaz naturel</i>		3 903	2 511	-5,4%	756	556	-26,4%
<i>Production</i>		2 728	1 763	-5,3%	489	406	-16,9%
<i>Redevance</i>		1 175	748	-5,5%	268	150	-44,0%
<i>Electricité à partir des ER*</i>		16	40	12,1%	13	14	9,4%
DEMANDE	KTep	8 358	9 552	1,7%	2 353	2 342	-0,4%
<i>Produits pétroliers</i>		3 972	4 500	1,6%	1 095	1 106	1,0%
<i>Gaz naturel</i>		4 369	5 011	1,7%	1 245	1 222	-1,8%
<i>Electricité à partir des ER</i>		16	40	12,0%	13	14	9,4%
SOLDE avec redevance	KTep	-605	-4 902	-	-1 039	-1 268	-
SOLDE sans redevance		-1 780	-5 650	-	-1 307	-1 418	-
III. BALANCE COMMERCIALE DE L'ENERGIE							
Exportations énergétiques	MD	3 314	2 329	-4,3%	574	754	31,4%
Importations énergétiques	MD	3 797	8 508	10,6%	1 955	2 165	10,7%
Solde	MD	-484	-6 179	-	-1 382	-1 412	2,2%

*ER : Energies Renouvelables

A fin mars 2019, la production du Pétrole Brut (y compris GPL champs) s'est élevée à 503 KTep contre 544 KTep à fin mars 2018, soit une baisse de 7,5%. Cependant, pour la même période, la demande des produits pétroliers s'est élevée à 1 106 KTep contre 1 095 KTep, en progression de 1%.

La production du Gaz naturel du premier trimestre 2019 a atteint 406 KTep contre 489 KTep à fin mars 2018, en diminution de 16,9%. La demande du Gaz naturel est également en baisse mais de seulement 1,8% (1 222 KTep à fin mars 2019 contre 1 245 KTep à fin mars 2018).

Ainsi, le solde (sans redevance) s'est élevé à -1 418 KTep au premier trimestre 2019 contre -1 307 KTep au premier trimestre 2018.

Il y a lieu de signaler que les exportations énergétiques du premier trimestre 2019 ont enregistré une hausse de 31,4% à 754 MD contre 574 MD à fin mars 2018. Pour la même période, les importations, quant à eux, ont progressé de 10,7% à 2 165 MD contre 1 955 MD à fin mars 2018.

II-2/ COMMERCE EXTÉRIEUR

COMPOSITION ET ÉVOLUTION DU SOLDE COMMERCIAL

Amélioration du taux de couverture global (cumulé) des trois premiers mois de l'année 2019 de 1,3 pt passant de 73,6% en 2018 à 74,9% en 2019 suite à une hausse des exportations plus rapide que celles des importations (16,3% contre 14,3%) et ce, à prix courant.

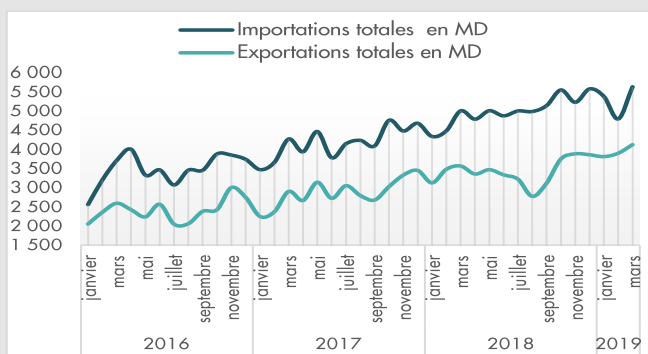
Au cours des trois premiers mois de l'année 2019 et à prix constant, les échanges commerciaux ont enregistré des baisses à l'import de l'ordre de 5,1% et à l'export de l'ordre de 3,4% et ce, par rapport à la même période de 2018.

En MD	Total 2017	Total 2018	Var 2018/2017	3 mois 2018	3 mois 2019	Var 3 m19/3 m18
Exportations par secteur d'activité	34 427	40 986	19,1%	10 182	11 847	16,3%
Agriculture & industries agro-alimentaires	3 726	5 410	45,2%	1 636	1 473	-9,9%
Energie & lubrifiants	2 047	2 329	13,7%	574	754	31,4%
Mines, phosphates & dérivés	1 412	1 374	-2,7%	234	411	75,9%
Textiles, habillements & cuirs	7 565	8 972	18,6%	2 283	2 621	14,8%
Industries mécaniques & électriques	15 954	18 197	14,1%	4 425	5 239	18,4%
Autres industries manufacturières	3 723	4 705	26,4%	1 031	1 349	30,8%
Importations par type d'utilisation	50 019	60 035	20,0%	13 837	15 820	14,3%
Produits agricoles & alimentaires de base	3 147	3 451	9,7%	859	1 066	24,1%
Produits énergétiques	6 080	8 508	39,9%	1 955	2 165	10,7%
Produits miniers & phosphatés	840	1 038	23,6%	212	267	26,3%
Autres produits intermédiaires	19 715	23 896	21,2%	5 590	6 113	9,3%
Produits d'équipement	12 879	14 557	13,0%	3 352	4 002	19,4%
Autres produits de consommation	7 358	8 585	16,7%	1 869	2 206	18,1%
Solde commercial	-15 592	-19 049	22,2%	-3 655	-3 973	8,7%
Taux de couverture(%)	68,8	68,3	-0,01 pt	73,6	74,9	0,02 pt

Cependant, le taux de couverture hors énergie, des trois premiers mois de 2019, a progressé beaucoup plus faiblement de 0,3 pt, passant de 80,9% en 2018 à 81,2% en 2019.

En MD	Total 2017	Total 2018	Var 2018/2017	3 mois 2018	3 mois 2019	Var 3 m19/3 m18
Exportations hors énergie	32 379	38 658	19,4%	9 609	11 093	15,4%
Importations hors énergie	43 938	51 527	17,3%	11 882	13 655	14,9%
Solde commercial hors énergie	-11 559	-12 870	11,3%	-2 273	-2 562	12,7%
Taux de couverture(%) hors énergie	73,7	75,0	0,02 pt	80,9	81,2	0,005 pt

ÉVOLUTION MENSUELLE DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS



Pour le mois de mars 2019, le déficit commercial mensuel est de 1 510,6 MD après le net fléchissement du mois précédent (894,3 MD). Ainsi, le taux de couverture s'est situé à 73,2% en mars 2019 contre 81,4% en février 2019. En mars 2019, les exportations ont progressé de 6% contre 18% pour les importations et ce, par rapport au mois précédent.

II-3/RECETTES TOURISTIQUES, REVENUS DU TRAVAIL & CHANGE

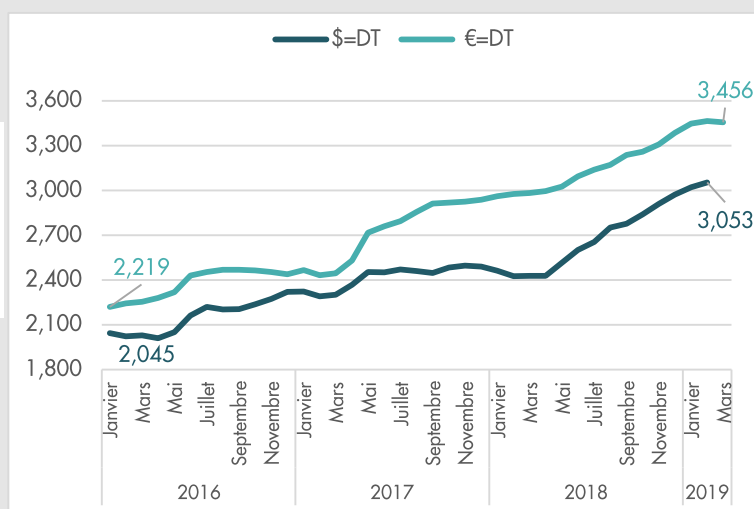
RECETTES TOURISTIQUES ET REVENUS DU TRAVAIL

		janv-19	févr-19	mars-19	T1-2019	T1-2018	T1-2019/ T1-2018
Recettes touristiques	En millions de dinars	255	217	317	788	583	35,1%
	En millions d'euros	74	62	92	228	196	16,3%
Revenus du travail (en espèces)	En millions de dinars	352	283	321	955	876	9,1%
	En millions d'euros	102	82	93	277	296	-6,4%

Sur les trois premiers mois de l'année 2019, les recettes touristiques en dinars ont progressé de 35,1%. En euros, l'évolution n'est que de 16,3%. Sur la même période, les revenus du travail en dinars ont progressé de 9,1%. En euros, les revenus de travail ont diminué de 6,4%.

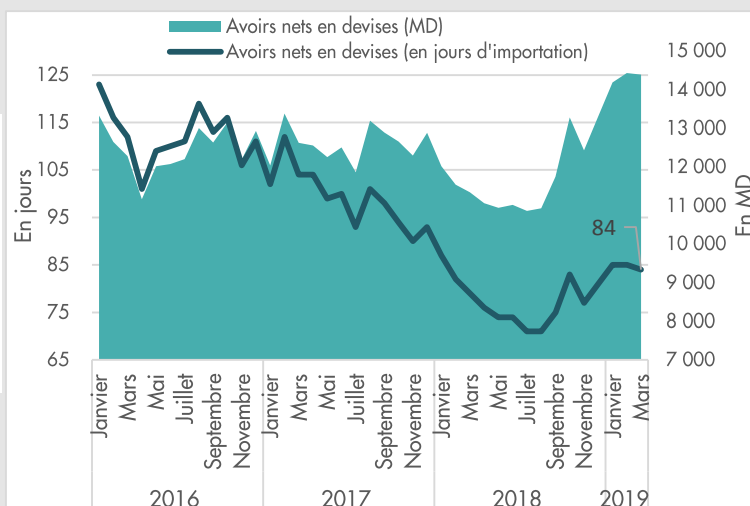
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

Au mois de mars, le dinar s'est déprécié de 2,1% par rapport à l'euro et de 2,7% par rapport au dollar américain et ce, depuis le début de l'année.



EVOLUTION DES AVOIRS NETS EN DEVICES

Les avoirs nets en devises ont atteint 14,39 milliards de dinars à fin mars 2019, soit l'équivalent de 84 jours d'importation contre 11,34 milliards de dinars correspondant à 79 jours d'importation en mars 2018.



II-4/ INVESTISSEMENT

Le premier trimestre de l'année 2019 a été caractérisé par une régression de 10,9% des intentions d'investissement dans l'industrie et une baisse de 10,3% dans le secteur des services et ce, par rapport à la même période de l'année 2018.

En MD	2017	2018	2018/2017	3 mois 2018	3 mois 2019	Var 2 m19/ 2 m18
Total Industrie	3 527	3 537	0,3%	927	826	-10,9%
Agroalimentaire	1 188	1 034	-13,0%	296	214	-27,9%
Matériaux de construction	622	549	-11,8%	169	146	-13,5%
IME	692	818	18,2%	112	155	38,2%
Industries Chimiques	310	344	11,1%	68	129	90,1%
Textile et habillement	216	110	-49,2%	31	70	124,9%
Cuir et chaussures	12	34	193,1%	8	1	-85,3%
Industries diverses	487	649	33,2%	243	112	-54,0%
Total services	1 696	1 410	-16,9%	312	280	-10,3%
Totalement exportateur	74	82	10,0%	20	29	43,8%
Autre que totalement exportateur	1 622	1 329	-18,1%	292	251	-14,0%

En MD	2017	2018	2018/2017	2 mois 2018	2 mois 2019	Var 2 m19/ 2 m18
Agriculture : Investissements approuvés	737	694	-5,8%	77,1	9,6	-87,5%

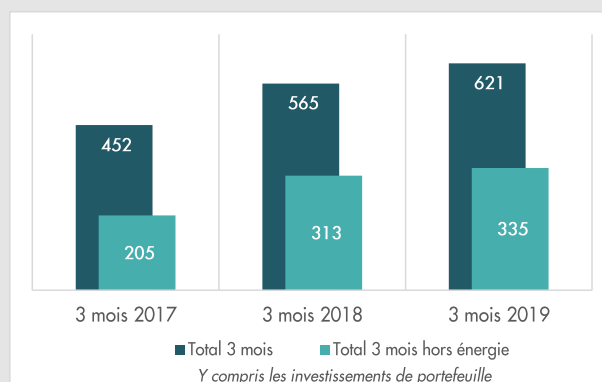
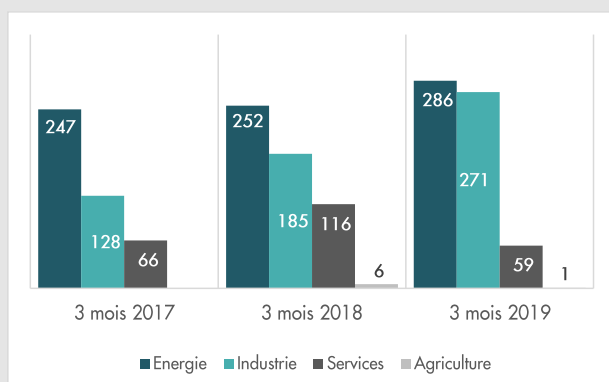
Concernant l'agriculture, les investissements déclarés durant les deux premiers mois de 2018 ont atteint 1 299 opérations d'investissement pour une valeur de 201,5 MD contre 1 811 opérations d'investissement de 270,8 MD pendant la même période de 2018.

Les investissements approuvés des deux premiers mois de 2019 s'élève à 9,6 MD contre 77,1 MD pour la même période de 2018.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

Les Investissements Directs Etrangers hors énergie ont enregistré une amélioration de 6,8% au premier trimestre 2019 par rapport à la même période de 2018.

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS EN MD



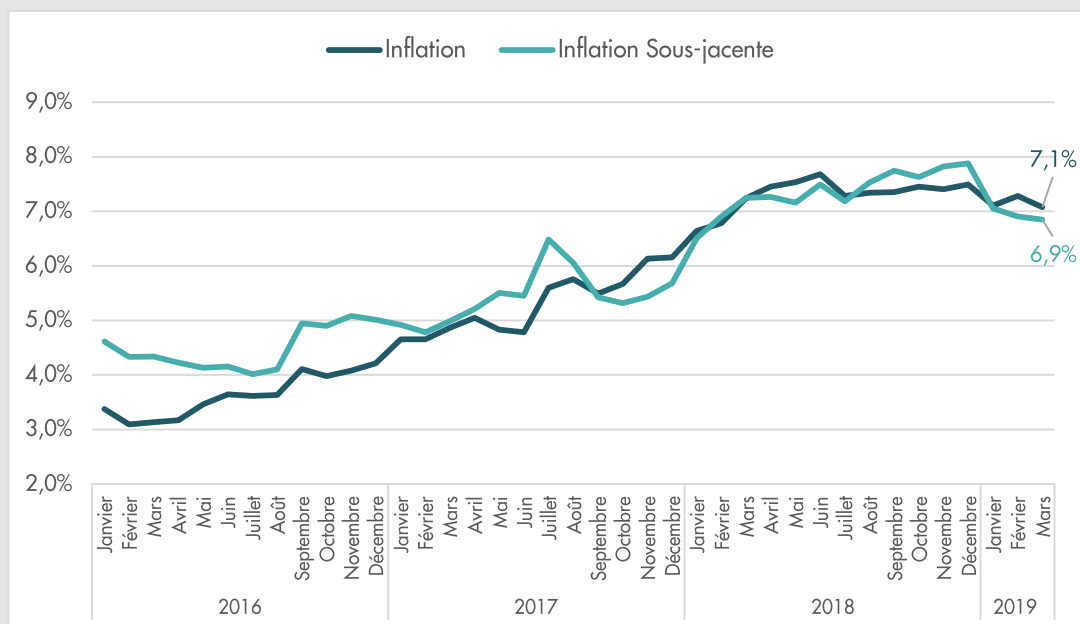
Il a lieu de signaler que les données préliminaires de 2018 et 2019 sont assujetties à d'éventuelles modifications selon l'avancement de l'enquête réalisée par les structures concernées.

II-5/ INFLATION

En mars 2019, le taux d'inflation se replie à 7,1% contre 7,3% le mois précédent. Ceci est dû principalement à la décélération du rythme des augmentations des prix des produits du groupe alimentation (7,5% en mars 2019 contre 8,2% en février 2019).

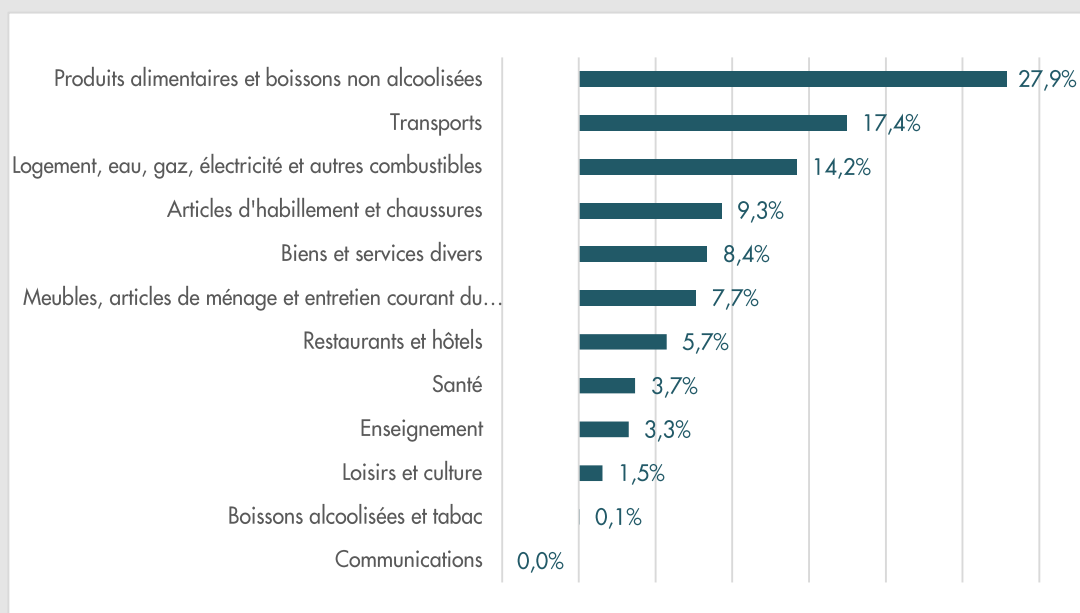
L'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) stagne à 6,9% en mars 2019.

EVOLUTION DE L'INFLATION



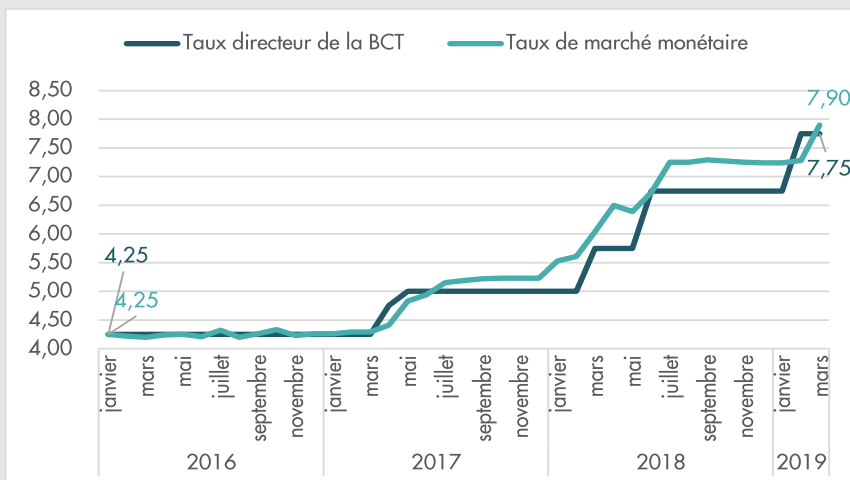
En %	2016	2017	2018
Taux d'inflation fin de l'année	4,2%	6,2%	7,5%
Taux d'inflation moyenne annuelle	3,6%	5,3%	7,3%

CONTRIBUTION À L'ÉVOLUTION DE L'IPC EN GLISSEMENT ANNUEL (Mars 2019)



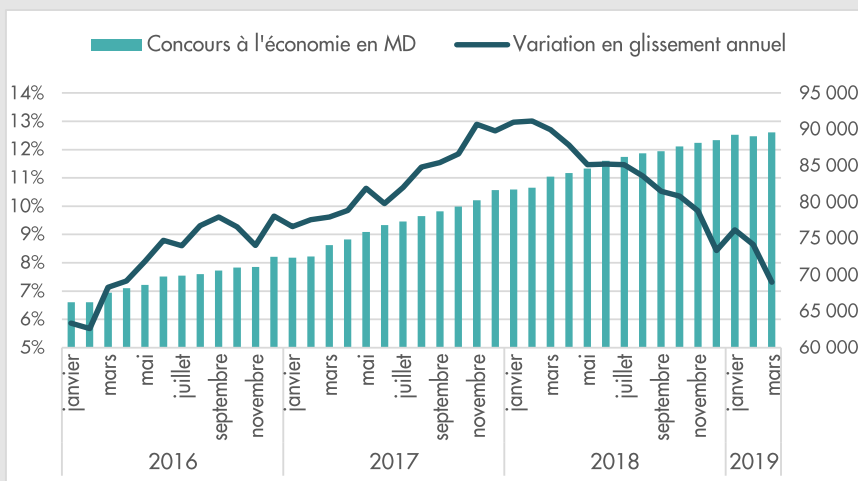
II-6/ FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

EVOLUTION DU TAUX DIRECTEUR DE LA BCT ET DU TMM



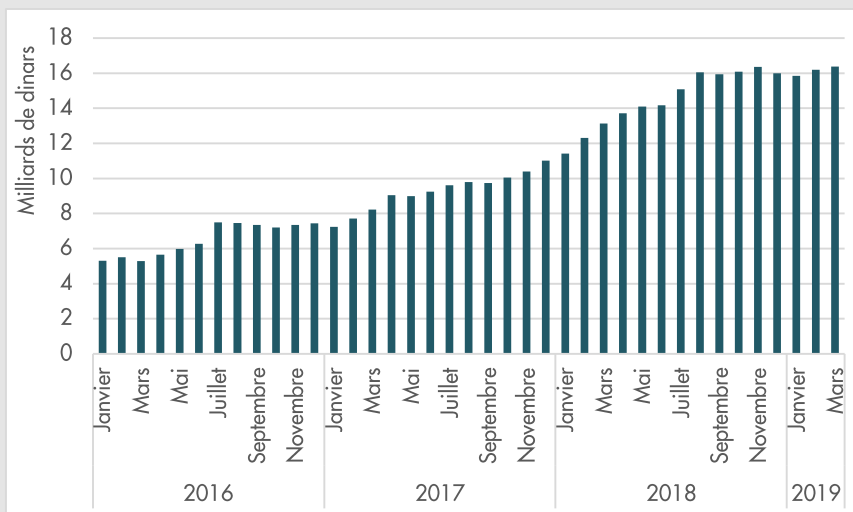
Les hausses successives du taux directeur de la BCT en 2018 et 2019 respectivement de 175pb et de 100pb ont bien évidemment influé sur le TMM. Ce dernier est passé de 6,04% en mars 2018 à 7,9% en mars 2019. Le Taux directeur de la BCT, quant à lui, est passé de 5,75% en mars 2018 à 7,75% en mars 2019.

CONCOURS À L'ÉCONOMIE



Les concours à l'économie (en glissement annuel) continuent leur décélération initiée depuis le mois de février 2018 passant d'un rythme annuel de 13% à un rythme annuel de 7,3% en mars 2019.

VOLUME GLOBAL DU REFINANCEMENT (MD)



La moyenne du volume de refinancement de mars 2019 est aux alentours de 16,4 milliards de dinars.

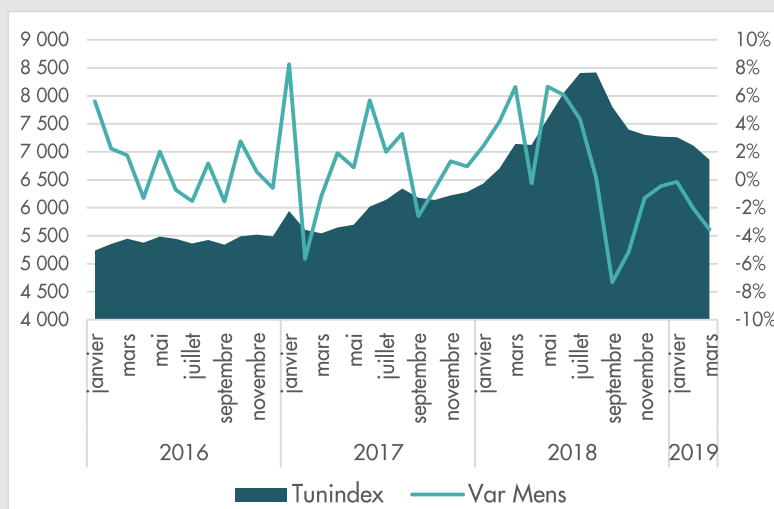
Pour le huitième mois consécutif, le volume de refinancement stagne autour de la barre des 16 milliards de dinars.

II-7/ MARCHÉ FINANCIER

MARCHÉ DES TITRES DE CAPITAL

Evolution du Tunindex

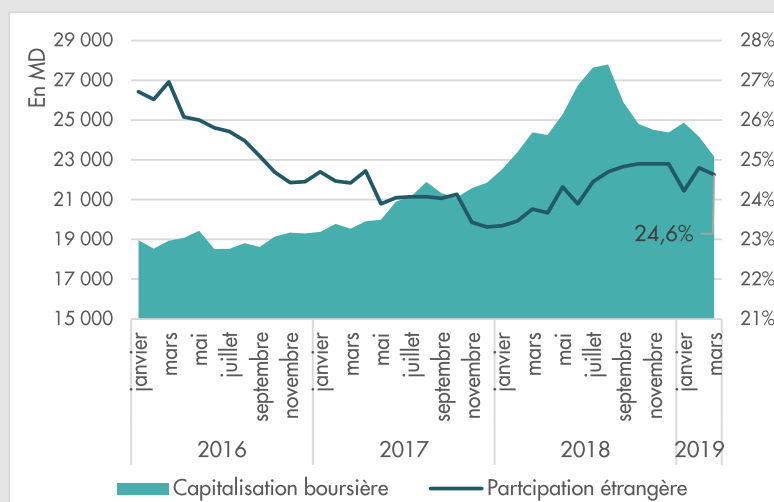
En mars 2019, pour le troisième mois consécutif, le Tunindex a enregistré une nouvelle baisse mensuelle clôturant le mois à 6 861,49 points soit 5,6% au dessous de décembre 2018.



Evolution de la capitalisation boursière et du taux de participation étrangère

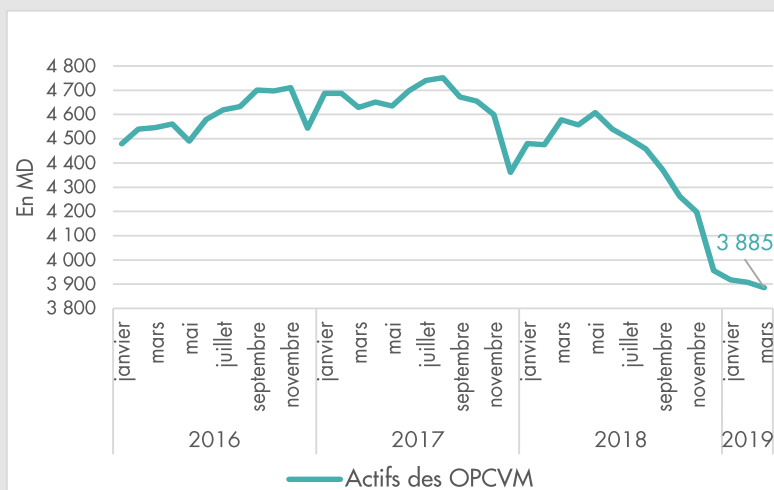
La capitalisation boursière représentait 23,2 milliards de dinars à fin mars 2019, en baisse de 5% par rapport à mars 2018 et de 4,1% par rapport au mois précédent.

La participation étrangère, quant à elle, est passée de 24,8% en février 2019 à 24,6% en mars 2019.



Evolution des actifs des OPCVM

L'industrie des OPCVM est de plus en plus sinistrée en Tunisie. En effet, les actifs gérés ont laborieusement atteint 3,885 milliards de dinars en mars 2019 contre 4,579 milliards de dinars au même mois de l'année précédente, soit une baisse de 693 millions de dinars. Rappelons qu'en 2010, les actifs atteignaient 5,107 milliards de dinars.

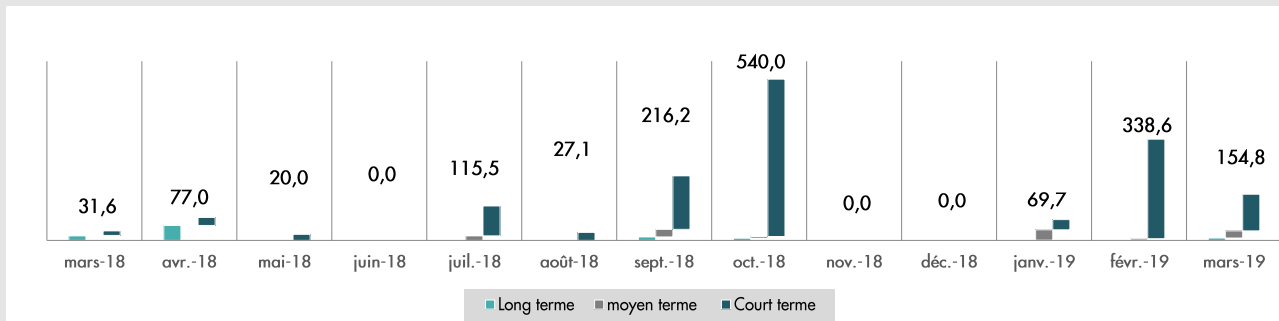


II-7/ MARCHÉ FINANCIER -Suite-

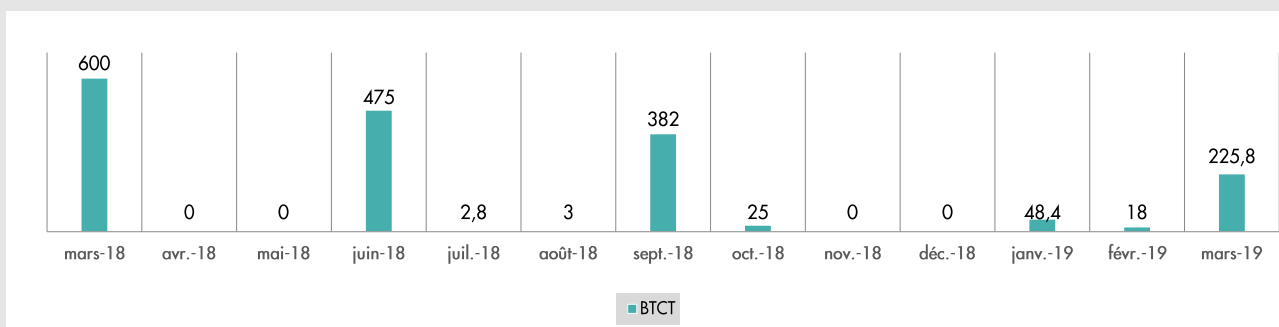
MARCHÉ DES TITRES DE CRÉANCE DE L'ÉTAT

Montants levés aux dernières adjudications y compris les adjudications d'échanges (en MD)

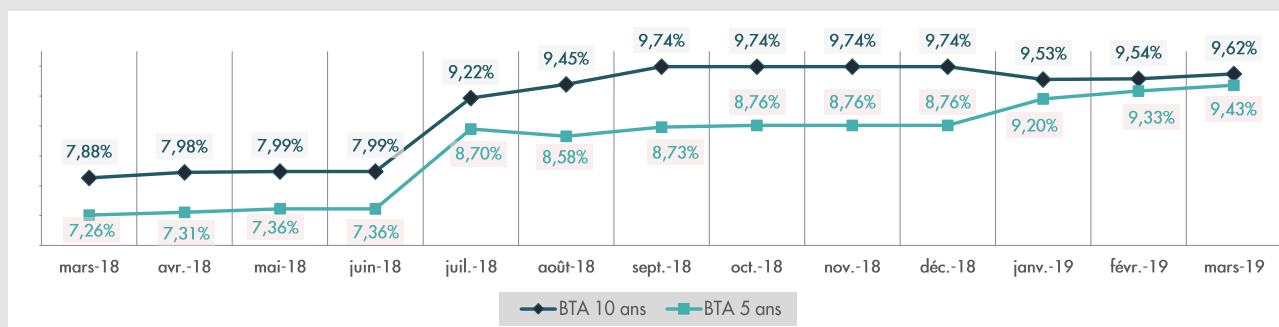
BTA



BTCT



Evolution du taux d'un BTA 10 ans* et 5 ans*



Le Trésor a collecté, depuis le début l'année 2019, un total de 244,1 MD à travers ses émissions de BTA. En incorporant les adjudications d'échanges, le total s'élèverait à 563,1 MD.

L'année dernière, à la même période, il avait levé 370,8 MD à des taux plus bas.

Sous forme de BTCT, le montant levé par le Trésor au cours des trois premiers mois de 2019, s'élève à 292,2 MD contre 627,9 MD sur la même période de 2018.

Le taux actuariel du BTA 10 ans* en mars 2019 a enregistré une hausse de 174 points de base par rapport à mars 2018.

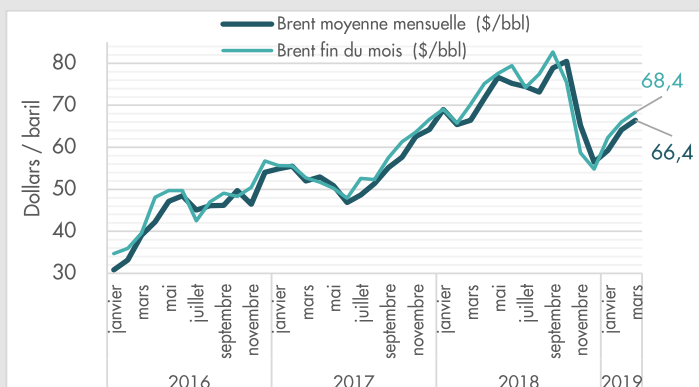
Le taux actuariel du BTA 5 ans* en mars 2019 a enregistré une hausse de 217 points de base par rapport au même mois de l'année précédente.

(*) Il s'agit de BTA fictifs de maturités fixes de 10 et 5 ans et d'un taux facial de 6%, soit des durations respectives de 7,8 et 4,47 ans. Leurs taux actuariels sont obtenus par interpolation linéaire entre les taux de rendement actuariels annuels des 2 valeurs de BTA qui encadrent au plus proche leurs durations respectives.

II-8/ COURS DES MATIÈRES PREMIÈRES

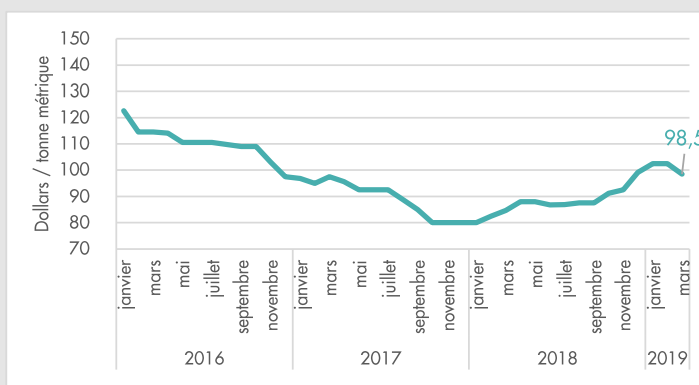
EVOLUTION DU COURS DU BRENT (\$/BBL)

Le cours moyen du baril du Brent s'élève à 66,4\$ au mois de mars 2019. Il affiche une hausse de 12% par rapport à janvier 2019 et une légère baisse de 0,1% par rapport à mars 2018.



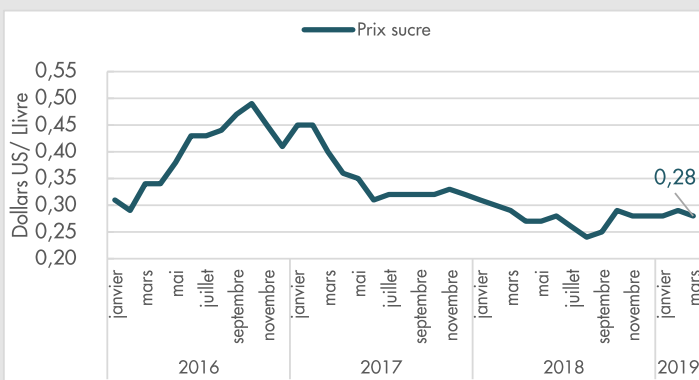
EVOLUTION DU COURS DU PHOSPHATE NATUREL

Le cours moyen de la tonne de phosphate s'affiche à 98,5\$ au mois de mars 2019, en baisse de 3,9% par rapport à son niveau du mois précédent mais en hausse de 16,3% comparé à mars 2018.



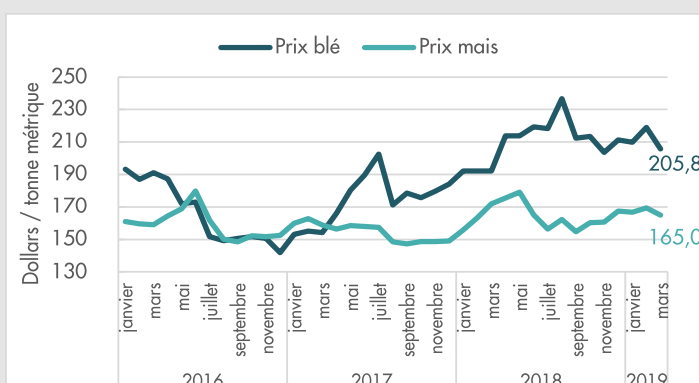
EVOLUTION DU COURS DU SUCRE

Le cours moyen de la livre de sucre s'élève à 0,28\$ au mois de mars 2019. Il enregistre un recul de 3,4% par rapport au mois précédent et également une baisse de 3,4% comparé à mars 2018.



EVOLUTION DU COURS DES CÉRÉALES

Le prix moyen de la tonne de blé est de 205,8\$ en mars 2019, celui du maïs est de 165\$. Ils affichent des baisses respectives de 1,9% et de 1% par rapport à janvier 2019 et de 6% et 2,6% par rapport à leurs niveaux du mois de mars 2018.





III- FOCUS ÉCONOMIQUE

FOCUS

QUELQUES ORIENTATIONS POUR RENOUER AVEC LA CROISSANCE

Une croissance forte repose sur un taux d'investissement durablement élevé. Or, il ne faut pas espérer un renversement de la tendance avec un niveau d'investissement du secteur privé (hors logement) ne dépassant pas 8% du PIB. Ce qui freine aujourd'hui l'investissement et par ricochet la croissance en Tunisie c'est d'abord l'insuffisance des ressources d'épargne comme nous l'avons montré lors de notre précédent focus, mais c'est également le manque de perspectives à long terme, perspectives technologiques et économiques certes, mais au-delà sociales et politiques. Pour qu'une économie fonctionne convenablement et atteigne un niveau d'emploi élevé, il faut plusieurs conditions : une bonne productivité, un arbitre faisant respecter les règles du jeu et un consensus en faveur de l'investissement et de l'innovation. Le gouvernement issu des urnes quel qu'il soit, devra agir sur ces leviers, dans le cadre du nouveau plan de développement 2020-2025.

Comment la Tunisie pourrait améliorer sa trajectoire de croissance ? Quels sont les composantes stratégiques de ce processus de croissance ?

Pour répondre à ces questions, il y a lieu d'actionner quatre grands leviers.

Le premier est celui du progrès technique, c'est-à-dire les nouveaux produits et processus de production ainsi que les changements organisationnels et sectoriels, sans oublier l'investissement et l'augmentation du capital.

Le deuxième concerne l'amélioration des ressources humaines, qui pourrait bien être le facteur de croissance le plus important dans une société moderne de l'information.

Le troisième levier concerne la suppression des

obstacles actuels à la croissance, c'est-à-dire des inefficacités et dispositifs institutionnels limitant le potentiel de production. L'accumulation des textes et mesures juridiques et administratives en est l'exemple le plus frappant.

Le quatrième et dernier levier repose sur l'ouverture à la concurrence qui devrait stimuler les performances.

Partant, il y a lieu de créer un environnement économique favorisant l'invention, l'innovation et l'investissement. Il faut également soutenir l'évolution technologique comme processus endogène de l'économie. L'entrepreneur, joue à cet égard un rôle décisif. Il prend des risques et invente de nouvelles combinaisons des facteurs de production. Pour créer plus de richesse et de croissance, nous avons besoin davantage d'entrepreneurs dans tous les secteurs et particulièrement les plus innovants. Heureusement nous ne manquons pas de compétences mais nous manquons de cadres réglementaires incitatifs.

Dans les industries nouvelles comme dans les secteurs traditionnels, il est indispensable de faciliter l'accès aux marchés afin de stimuler le dynamisme économique. Ceci est particulièrement important dans les nouveaux domaines comme la pharmacie, la biotechnologie etc. Autre condition préalable : l'accès au financement sur le marché du capital-risque en contournant les contraintes imposées par les banques comme seuls intermédiaires financiers. Certes, le capital développé a été, ces deux dernières décennies, à l'origine de nombreux projets et partant à l'origine de la création de nombreux emplois. Cependant, il reste à en améliorer le cadre juridique et fiscal pour lui donner sa véritable place.

FOCUS -Suite-

QUELQUES ORIENTATIONS POUR RENOUER AVEC LA CROISSANCE

Par ailleurs, nous devons améliorer notre système de formation du capital humain étant donné que ce dernier est un déterminant majeur de la croissance économique. Le système fiscal ne doit pas défavoriser l'accumulation du capital humain par rapport au capital physique. Il ne suffit pas de baisser l'impôt sur les sociétés. Il faut également prendre en considération les taux des autres prélèvements obligatoires (cotisations sociales...), qui paraissent eux aussi élevés et pénalisent le travail. Il faut aussi les baisser.

Les structures de formation du capital humain sont déterminantes pour toute stratégie de croissance. Il convient de s'assurer de l'efficacité des systèmes scolaires primaire et secondaire. Au niveau de l'enseignement supérieur, la future élite de notre pays est malheureusement formée à l'étranger. La raison en est simple. Notre système universitaire est rigide et inefficace. Il faut ouvrir ce système à la concurrence. Aux universités de se disputer les meilleurs enseignants-chercheurs et étudiants, aux étudiants de se disputer les meilleures universités. Il y a lieu d'utiliser tous les talents qu'offre la société, à ouvrir le système éducatif à toutes les compétences... et à ne pas favoriser ceux des familles qui ont le plus de moyens.

Pour libérer les moteurs de la croissance, il convient d'en desserrer les freins. Le plus important est la rigidité administrative et juridique. Nous devons nous en affranchir. Nos institutions fonctionnent mal. Il est important de repenser l'organisation administrative dans notre pays. Assurons-nous que toutes les réglementations défavorables à l'investissement soient changées. Abolissons toutes les barrières à l'entrée. Ne protégeons pas les entreprises en place si cette protection empêche le développement du secteur. Laissons davantage la formation des prix au jeu du marché.

Libérons les énergies en abolissant la formation de la rente.

Il faut également s'en remettre à la concurrence et à une économie ouverte pour trouver des solutions et bousculer le statu quo. La concurrence forge des économies solides, pousse les entreprises à se servir de leur invention pour réduire les coûts et créer de nouveaux produits. La concurrence s'est révélée être un processus de découverte de solutions plus efficaces. Elle favorisera une économie solide à long terme.

Enfin, l'équité ne peut plus être envisagée comme une notion statique et figée. L'idée de l'équité de la distribution des revenus doit être pensée dans un contexte dynamique, sans trop mettre l'accent sur l'équité à court terme. Le plus important est que les moins favorisés aient des chances d'accroître leurs revenus dans les cinq prochaines années. Bien évidemment cela doit se faire une fois que l'Etat aura joué son rôle primitif, l'abolition de la pauvreté dans ce pays. Nous devrions adopter une approche de long terme de l'égalité et de l'équité sociale. La croissance doit être inclusive. L'objectif politique consiste à développer une situation de gagnant-gagnant permettant une large diffusion des bénéfices.

Au final, il ne s'agit pas là de solutions toutes faites mais simplement de pistes de réflexions sur lesquelles nous devons nous pencher. Contrairement aux idées reçues, le peuple tunisien ne demande pas de l'assistance mais simplement qu'on libère son potentiel créatif et sa force de production.

Rédigé par :

*M. Zouhair EL KADHI, Directeur général de l'ITCEQ
Et*

M. Férid BEN BRAHIM, Directeur général de l'AFC

AVRIL 2019

